

Oui à l'Europe négociateur aujourd'hui

Le 4 mars prochain, nous prononcerons sur l'initiative populaire «Oui à l'Europe!». Elle demande l'ouverture de négociations d'adhésion à l'Union européenne. Si nous acceptons l'initiative, le Conseil fédéral devra s'asseoir à la table de négociations avec l'UE et discuter des conditions d'une adhésion de la Suisse. Ensuite, c'est-à-dire au plus tôt cinq ans après l'acceptation de l'initiative, le peuple suisse sera appelé à décider de l'adhésion à l'UE, en toute connaissance de cause.

L'Europe se développe. Participons à sa construction!

Le monde change. Aujourd'hui, impossible pour un Etat d'affronter seul son destin. Collaborer est devenu indispensable, de manière bilatérale parfois, mais surtout et toujours

plus de manière multilatérale. De nouvelles méthodes de travail doivent donc être imaginées pour gérer cette nouvelle situation. Nos voisins ont trouvé dans la construction européen-

ne une réponse à ce besoin croissant de coopération. Ainsi, depuis 50 ans, l'unification de l'Union européenne est en marche, avec de nombreux succès à la clé. Pour les pays mem-

mêmes solutions que la Suisse. Les pays du Vieux continent se sont organisés au sein de l'UE, pour réfléchir ensemble à ces problématiques. Ils ont consolidé les liens qui les unissent pour élaborer des politiques communes. La Suisse ne peut pas rester à l'écart, en train d'observer.

De nombreuses questions très concrètes sont réglées au sein de l'UE. Chaque jour davantage, ces décisions influencent notre quotidien, ici en Suisse. Ces dernières années, notre pays a été très souvent contraint de les reprendre, sans avoir pu participer à leur élaboration. Membre ou non de l'UE, la Suisse est directement touchée par les décisions européennes. Réfléchir à l'adhésion, c'est donc se demander si actuellement nous défendons de manière optimale les intérêts de notre pays. L'enjeu de ce débat, c'est bien notre capacité à décider de notre avenir. En effet, notre attachement à la démocratie ainsi que l'intérêt national exigent que nous participions aux décisions qui nous concernent. Nous gagnerions en souveraineté si nous pouvions co-agir et co-décider dans tous les domaines qui nous touchent. Seule une Suisse qui participe aux processus décisionnels, là où ils se déroulent, peut garantir son indépendance. Par

conséquent, grâce à la co-décision, l'adhésion à l'UE nous offre réellement de nouvelles chances et une nouvelle dynamique pour déterminer notre avenir et exercer notre souveraineté.

Depuis plus d'un demi-siècle, la «maison euro-

péenne» est en construction. Elle n'est pas parfaite. Elle n'est pas terminée. Mais elle grandit et prend forme.

Dans l'intérêt de l'Europe, dans l'intérêt de la Suisse, puisque l'Europe se développe, participons à sa construction!



«Lorsque les bilatérales seront sous toit, nous devons dès que possible engager les négociations d'adhésion. En effet, ces négociations peuvent durer des années.»

NZZ, 1.3.1999

C'est exact, Madame Metzler.

participer
demain
négociateur
aujourd'hui

«Seuls, nous ne trouverons plus de solutions aux problèmes de l'asile et de l'environnement.»

Grutti, 1. 8. 2000

C'est juste, Monsieur Villiger. Alors travaillons ensemble.

rester
souverain
négociateur
aujourd'hui

Participons demain. Négociations aujourd'hui.



La Suisse n'est pas une île. L'économie asiatique, la politique monétaire des États-Unis ou bien les bouleversements politiques en Amérique latine ont des effets sur la Suisse. Mais quand l'UE définit sa politique économique ou de nouveaux standards environnementaux et quand elle décide de l'élargissement à l'Est, les conséquences pour la Suisse sont bien plus importantes.

Que la Suisse soit membre ou non de l'Union européenne, peu importe: elle doit souvent en reprendre les décisions. Cette forme d'alignement n'est pas conforme à notre vision de la démocratie, de la souveraineté et de l'intérêt national. C'est pourquoi la Suisse doit prendre la place qui lui revient: au sein de l'UE. Mais dans l'immédiat, il s'agit moins d'entrer dans l'Europe que de donner un mouvement à la Suisse. En effet, l'initiative «Oui à l'Europe!» demande simplement que le Conseil fédéral entame sans délai des négociations d'adhésion. Ainsi, en 2006 au plus tôt, le peuple et les cantons seraient amenés à se prononcer sur l'adhésion, au vu du résultat des négociations. Un «oui» le 4 mars sera un signal fort. Un signal pour une Suisse ouverte sur le monde. Une Suisse qui partage des valeurs européennes et qui veut s'investir dans l'Europe. Une Suisse, enfin, qui veut préserver ses chances.

Marc F. Suter, conseiller national PRD, président du Nouveau Mouvement européen Suisse (NOMES)

«J'aimerais être sûr que les Suisses connaissent le prix du voyage pour l'Europe.»

L'Hebdo, 1.10.98

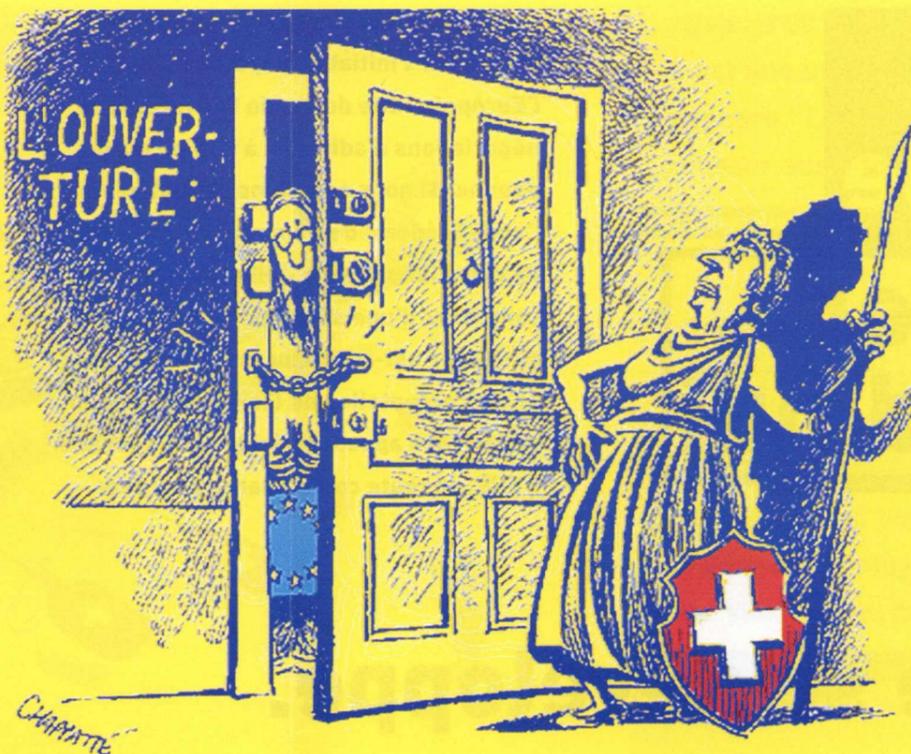
Nous aussi, M. Couchevin. Si nous commençons à négocier, nous serons bientôt fixés.

«L'Europe est un projet politique. Un projet pour la paix, et personne ne peut nier sur ce point l'acquis essentiel de la construction européenne depuis le plan Schuman jusqu'à aujourd'hui. Un projet pour la défense et l'illustration de notre culture de la diversité – donc de l'identité suisse et européenne – et personne ne peut nier son importance vitale à l'heure de la globalisation.»

Jean-Philippe Maître
Conseiller national

«Si la neutralité devient un prétexte à freiner l'union de l'Europe et à ne pas y prendre notre part, elle est contraire à l'esprit même de son statut, et elle peut donc devenir demain une trahison.»

Denis de Rougemont
automne 1950



Sur le continent européen, tout a changé ces dernières années: écroulement du Mur de Berlin, réunification de l'Allemagne, effondrement des démocraties populaires, disparition de l'Union soviétique, explosion de la Yougoslavie...

A ces bouleversements répond la construction progressive de l'Europe: grâce à l'Union européenne, les personnes, les marchandises, les services et les capitaux circulent librement sur le territoire de 15 Etats européens. Et il y aura bientôt une monnaie européenne.

Ce processus est un processus historique. Il se développe sur notre continent. Les Etats qui le conduisent sont nos voisins. Mais nous, nous n'en sommes pas.

Fidèles à nous-mêmes, nous cherchons plus à nous protéger qu'à nous engager. Depuis bientôt 50

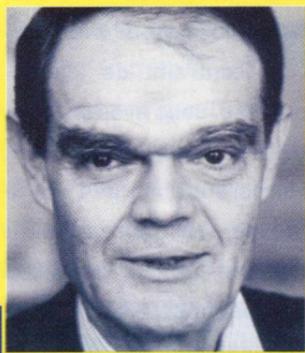


Europe: négociations maintenant!



Michèle Berger
Conseillère aux Etats
Parti radical / NE

L'initiative «Oui à l'Europe!» nous prépare au choix historique de l'adhésion à l'UE. Je la soutiens parce qu'elle ne demande que le lancement des négociations d'adhésion avec l'UE. Ces négociations permettront de clarifier la situation et de connaître les implications d'une adhésion. Ainsi, nous pourrons d'ici quelques années nous prononcer en toute connaissance de cause sur l'adhésion.



Gilles Petitpierre
Professeur, ancien conseiller aux Etats
Parti radical / GE

Partisan de l'adhésion, j'aurais voté un contre-projet à l'initiative «Oui à l'Europe!». La question est dépassée. Il faut désormais dire oui à l'initiative pour confirmer le Conseil fédéral dans son choix stratégique et marquer notre volonté de contribuer à la construction de l'Europe.



Christiane Brunner
Conseillère aux Etats
Parti socialiste / GE

Face à la mondialisation de l'économie, il est important de construire des contre-poids politiques. C'est le seul moyen d'imposer aux grandes multinationales le respect des standards sociaux et écologiques. En Europe, c'est l'Union européenne qui joue ce rôle. Il est temps que la Suisse y adhère et y fasse valoir son point de vue. Et il ne faut pas se leurrer: ceux qui défendent l'isolation espèrent justement échapper à ces standards. Leur souci n'est pas la défense des intérêts de la majorité de la population.

ans, nous attendons... le moment opportun! Nous croyons faire preuve de sagesse. Mais ce n'est que de l'aveuglement: ce n'est pas l'Europe qui dépend de la Suisse, c'est la Suisse qui dépend de l'Europe!

Aujourd'hui, le résultat est là: la Suisse est isolée internationalement. Et elle est divisée intérieurement entre Suisse romande et Suisse allemande, entre Suisses des villes et Suisses des campagnes.

Ma conviction personnelle est simple, claire et forte: quels que soient les rôles respectifs du Conseil de l'Europe, de l'OSCE ou de l'OTAN, la future Confédération européenne, les futurs Etats-Unis d'Europe se construiront à partir et autour de l'Union européenne.

La Suisse doit donc adhérer à l'Union européenne. Elle doit adhérer

L'Europe avance. La Suisse regarde.

**participer
demain
négocier
aujourd'hui**

rer à l'Union européenne pour que cette Europe en construction soit une Europe démocratique, sociale, fondée sur le droit et l'économie de marché, protégeant l'environnement et défendant les droits de l'homme.

La Suisse n'a rien à redouter d'un choix que 15 Etats démocratiques ont déjà fait. Au contraire, elle peut beaucoup apporter à cette Europe en construction: elle a une longue expérience du fédéralisme et des minorités

qui lui a permis de faire vivre une pure construction politique, rassemblant des peuples, des langues, des cultures, des confessions différentes.

Chacun de nous le sait: la Suisse est une maquette vivante de l'Europe de demain. Tirons-en parti. Donnons enfin un véritable projet à notre pays. Et cessons de défendre seulement nos intérêts économiques pour apprendre à nous battre aussi pour des idées politiques et des va-

leurs culturelles.

Au 21ème siècle, l'Union européenne donnera naissance aux Etats-Unis d'Europe: l'Europe de Socrate, Michel-Ange, Shakespeare, Goethe, Rembrandt, Cervantès, Beethoven, Einstein, aura une formidable capacité sur tous les plans.

La Suisse a tout à gagner à participer à cette aventure de notre génération, à laquelle elle peut beaucoup apporter: après tout, les Européens du 21ème

siècle ne sont-ils pas en train de bâtir au niveau de notre continent, ce que les Confédérés du 19ème siècle ont su réaliser au niveau de notre pays?

Soyons donc de notre temps. Regardons les réalités en face. Ayons confiance en nous. Et négocions maintenant avec l'Union européenne: car si la Suisse est notre patrie, c'est l'Europe qui est notre avenir.

Guy-Olivier Segond
Conseiller d'Etat, Genève

Que se passe-t-il si vous votez OUI?

La Suisse entame des négociations d'adhésion avec l'UE. Au plus tôt en 2006, le peuple aura la possibilité de se prononcer sur une adhésion à l'UE. Et ce en connaissant le résultat des négociations. Ainsi, une adhésion à l'UE serait encore possible dans cette décennie.

Votre OUI constitue donc un premier pas vers une ouverture de la Suisse.

Que se passe-t-il si vous votez NON?

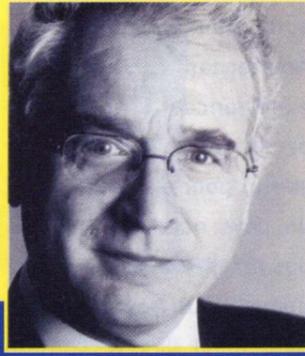
Hésiter et dire NON aux négociations dessert la Suisse. L'UE va se développer fortement ces prochaines années, par son élargissement à l'Est et la réforme de ses institutions. En tant que pays non membre, la Suisse ne peut participer aux décisions de l'UE qu'elle devra plus tard faire siennes.

Avec un NON au premier pas constitué par les négociations, vous faites le jeu des isolationnistes.



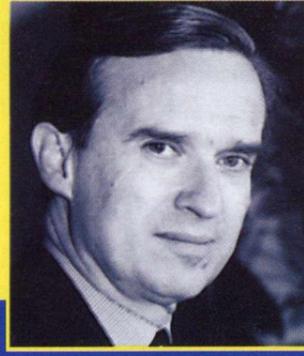
Yves Christen
Conseiller national
Parti radical / VD

La démocratie, c'est participer aux décisions. Or aujourd'hui, une part importante des décisions qui nous concernent directement sont prises au sein de l'Union européenne. Rester en dehors de l'Union, c'est admettre que les Suisses n'ont rien à dire. Je ne peux l'accepter. De plus, grâce à l'Union européenne, l'Europe occidentale a évité la guerre depuis plus de cinquante ans. L'intégration européenne est un projet de paix, auquel il est temps que la Suisse participe pleinement.



François Lachat
Conseiller national
Parti démocrate-chrétien / JU

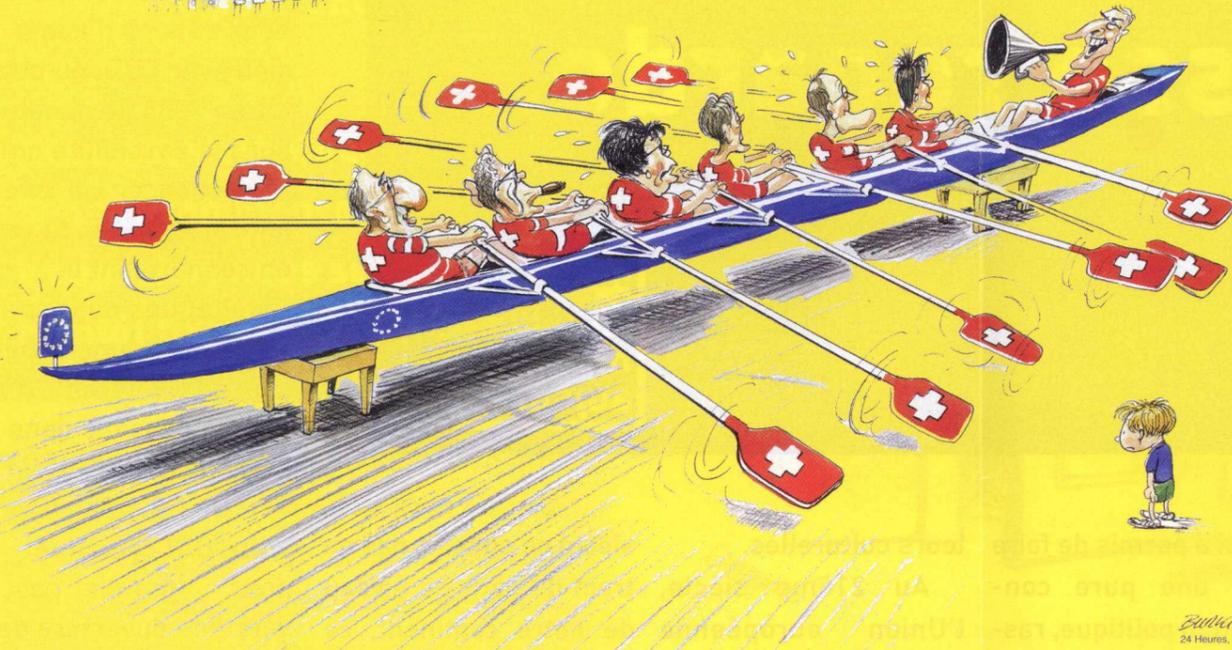
L'initiative «Oui à l'Europe» pose une question de principe: Voulons-nous l'ouverture? A mon sens, la Suisse doit collaborer avec les Etats voisins et chercher avec eux des solutions aux problèmes communs. Voter OUI à l'initiative, c'est donner le signal de l'ouverture et de la volonté de participer. Refuser ce premier pas vers l'ouverture reviendrait au contraire à faire le jeu des isolationnistes. Il faut choisir entre agir et subir.



David de Pury*
Consultant d'entreprises

Les accords bilatéraux nous donnent un large accès au marché intérieur européen. Néanmoins, la Suisse a besoin d'une politique européenne qui aille au-delà de la voie bilatérale. Je dis OUI à l'initiative parce que les réseaux économiques et politiques gagneront en importance ces prochaines années en Europe. La Suisse ne doit pas rester à l'écart.

* Au moment de mettre sous presse, la triste nouvelle du décès de David de Pury est tombée. Nous croyons être fidèles à sa mémoire en publiant ici le texte qu'il nous a transmis juste avant sa mort.



«Depuis 50 ans, j'entends ce langage: 'c'est une utopie, on a le temps, il faut attendre.' La jeunesse a eu raison de pousser aussi fort que possible.»

Prof. Henri Rieben

Président de la Fondation Jean Monnet pour l'Europe

«Comment des démocrates peuvent-ils admettre de refuser de se donner les moyens d'intervenir à l'endroit où se prennent les décisions qui les concernent? C'est comme si les cantons refusaient de se donner les moyens de faire entendre leur voix auprès de la Berne fédérale.»

Michel Béguelin

Conseiller aux Etats

L'Europe, c'est le moment



Claude Nicollier
Astronaute

La Suisse a toujours tenu son rang dans les grands programmes scientifiques internationaux. Nous abritons le CERN, le plus grand laboratoire de recherche au monde pour la physique des particules, et la Suisse est membre fondateur de l'ESA, l'Agence spatiale

européenne, dont je suis un employé. Pendant longtemps, l'isolement de la Suisse n'avait que peu d'importance et personne ne m'a jamais fait remarquer, à Houston et dans d'autres centres d'entraînement d'astronautes, que je n'étais pas citoyen d'un pays membre de l'Union européenne.

Mais depuis quelques années, l'atmosphère change peu à peu. Dans les articles de presse qui me tombent sous les yeux, l'assimilation de l'ESA avec l'Europe en train de se construire se fait progressivement. La Suisse n'est pas exclue bien sûr, mais l'on sent bien que les «européens» sont désormais privilégiés. Serais-je choisi aujourd'hui pour devenir astronaute? Peut-être, mais c'est moins sûr. A

compétences et capacités égales, un membre de l'Union européenne serait plutôt choisi. Ce n'était pas le cas il y a 20 ans. En étant hors de l'Europe, nous peinons à nous faire entendre.

Vu de Houston, l'isolement de la Suisse semble aberrant. L'Europe est désormais presque sans frontières avec l'espace Schengen. J'y voyage souvent, je présente mon passeport en débarquant à Francfort ou à Paris et je ne sors plus mes papiers pour aller à Bruxelles ou Amsterdam. C'est une expérience étrange de devoir à nouveau les présenter pour entrer et sortir du pays natal. Je ne suis pas un spécialiste de l'économie, ni un homme politique, mais il y a, comme cela, des petits faits dans la vie de tous les jours qui

semblent totalement dérisoires.

Nous avons côtoyé l'Europe avec la navette spatiale; un littoral très découpé, des montagnes au milieu, les nôtres, partagées avec nos voisins, à peine entrevues et ensuite l'immensité de l'Asie. Une impression de petitesse et de fragilité. Et pourtant toute la science moderne, pour le meilleur et pour le pire, y est née avec la démocratie. Vu de la cabine de la navette, l'idée qu'un petit morceau de ce petit continent veuille faire bande à part semble vraiment étrange. Les problèmes de notre époque, énergie, environnement, justice sociale, sont globaux, pas locaux. Notre influence sur les solutions à y apporter est fortement diminuée par notre isole-

ment. Au sein de l'Europe, nous aurons droit à la parole. Nous sommes écoutés et respectés à l'Agence spatiale européenne. Nous le serons en Europe.

Je suis aussi convaincu que nous pourrions beaucoup apporter à l'Europe. Nous savons comment faire coexister des langues et des mentalités différentes, comment tenir compte des minorités - nous pourrions donc entrer dans l'Union sans complexes. Nous avons aussi le plus grand nombre de prix Nobel par habitant, nos chercheurs, ingénieurs et artistes sont au niveau des meilleurs et la contribution financière qui sera la nôtre répond à une justice élémentaire. Alors l'Europe, oui, maintenant, c'est le moment.

- Je deviens membre du comité de soutien «Oui à l'Europe!» moyennant le versement de 50 francs.
- Je voudrais soutenir financièrement la campagne «Oui à l'Europe!». Veuillez m'envoyer le prospectus d'émission concernant la souscription d'actions de l'initiative.
- Je voudrais soutenir activement la campagne «Oui à l'Europe!» (p.ex. en participant à des bancs d'information). Veuillez me contacter.

Veillez m'envoyer:

- ___ ex. de la petite affiche (A3) à suspendre
- ___ ex. d'autocollants à distribuer
- ___ ex. du journal de campagne à distribuer

Je m'engage pour l'Europe et commande les Euro-souvenirs suivants:

- ___ drapeaux (0.7 x 1m) à fr. 30.00
- ___ parapluies pliants à fr. 20.00
- ___ parapluies standard à fr. 25.00
- ___ linges de bain (100x150 cm) à fr. 50.00
- ___ autocollants pour la voiture à fr. 5.00

Vous trouvez d'autres articles sous www.europe.ch

Nom/Prénom _____
 Adresse _____
 NPA/Localité _____
 Tel/E-Mail _____

- Vous pouvez faire état de mon nom dans des annonces de presse.

A envoyer à:
 Comité «Oui à l'Europe!», case postale 32,
 3000 Berne 26, Fax 031/302 56 82 ou
 e-mail europe@europa.ch. CP 30-694355-9

Les Français sont européens. Les Allemands sont européens. Les Anglais sont européens. Les Espagnols sont européens. Les Hollandais sont européens. Les Italiens sont européens. Les Irlandais sont européens. Les Grecs sont européens. Les Autrichiens sont européens. Les Belges sont européens. Les Danois sont européens. Les Finlandais sont européens. Les Luxembourgeois sont européens. Les Portugais sont européens. Les Suédois sont européens. Et nous? Négocions aujourd'hui